

Parti Révolutionnaire Communistes

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

18 novembre 2018

La totalité des richesses créées par le travail doit revenir au peuple,

gérée par le peuple et ses représentants dans le but unique de répondre aux besoins fondamentaux du peuple, au développement d'une société moderne, débarrassée du capital dont le seul but est le profit et non le développement humain. Pour cela, la maîtrise des moyens de production et des banques doit revenir au peuple sans compromis. Ceux qui proposent d'autres solutions veulent mener le peuple dans une impasse. Ils veulent surtout sauvegarder un système politique auquel ils ont fait allégeance. Voilà pour ce qui est de notre perspective politique, mais vous avez tous remarqué qu'elle n'est pas majoritairement partagée dans le pays !

Le réformisme, la social-démocratie au service du capital sont dominants malgré un mécontentement profond, une colère, des luttes multiples dans tous les secteurs, des sondages d'opinion hostile à la politique actuelle. On peut alors se poser la question : quels sont les obstacles à un engagement révolutionnaire des masses ?

Mieux connaître les obstacles, mieux les mesurer, c'est se donner les moyens de les franchir et d'avancer dans nos objectifs de développement et de renforcement.

Sans remonter trop loin dans le temps pour ne pas allonger le rapport, les grandes grèves de 1936, celle de 1968 ont été essentielles dans la conquête de grands acquis sociaux, elles ont fait reculer le capital mais ne l'ont jamais supprimé. Dans les années 70, la volonté de changement de politique profond a été dévoyée par la stratégie politique « d'union de la gauche » portée par la social-démocratie et l'opportunisme du Parti Communiste Français.

Nous en connaissons le résultat aujourd'hui : affaiblissement des forces révolutionnaires accentuées par la défaite de l'URSS avec toutes ses conséquences et notamment la quasi-disparition des partis révolutionnaires en Europe et dans le monde. Cette situation est en train de changer lentement, des partis anti capitaliste se reconstruisent car la lutte des classes est internationale.

En France, cette stratégie d' « union de la gauche » a abouti à une politique de gestion du capital, jamais remis en cause, critiqué mais jamais défini comme obstacle unique au développement humain. Cette stratégie est toujours en cours. Le Parti Communiste Français veut rassembler toute la gauche, du PS aux Verts, de la France Insoumise à la LCR, aux acteurs de la « société civile », bref un fourre-tout qui n'exprime jamais de perspective politique claire puisque le capitalisme n'est pas sa cible.

Mélenchon veut fédérer les mécontents, son programme politique est un modèle de gestion du capitalisme : partage des richesses, 6ème république, réchauffement climatique, écologie, environnement etc. mais sur le capitalisme... silence ? Il n'est d'ailleurs pas hostile à un rapprochement avec le Parti Socialiste dont il a été un dirigeant de premier plan, ministre de l'éducation nationale du gouvernement Jospin qu'il considère encore aujourd'hui comme un grand dirigeant au même titre que Mitterrand qu'il garde comme modèle, c'est tout dire...

Le peuple n'a rien à attendre de ce côté-là ni du côté de la droite qui muscle son discours contre la politique actuelle qu'elle trouve trop hésitante, qui ne s'attaque pas aux vrais problèmes : « charges » des

entreprises, autrement dit aller plus loin encore dans les exonérations de cotisations sociales, réduire la fiscalité des entreprises, combattre l'immigration, on peut remarquer que c'est exactement ce que fait le gouvernement Macron en ce moment.

Elle est pour la suppression des statuts des fonctionnaires, l'allongement de la durée du travail, la retraite par capitalisation, le blocage des salaires et pensions, on ne voit pas la différence avec la politique actuelle si ce n'est son aggravation. On ne voit plus aujourd'hui ce qui sépare les programmes politiques de la droite et de l'extrême droite, ils parlent le même langage, s'accordent sur l'essentiel pour servir le capital.

Macron a été élu dans les conditions que l'on connaît pour poursuivre et accélérer la politique dictée par les multinationales. Il ne s'en cache pas, il le répète à chaque occasion : « pas question de ralentir le rythme des réformes » et il ajoute « que les Français attendent ». Faire croire que les Français attendent des réformes consistant à supprimer les droits sociaux, à bloquer les salaires et pensions, à attaquer la retraite par répartition, à fermer des écoles, des hôpitaux, à détruire les services publics, les fonctions publiques, à soumettre l'éducation nationale, les collectivités territoriales aux lois du capital, faire croire que les Français attendent cela est une vaste entreprise de manipulation. Ce n'est d'ailleurs pas ce qu'indiquent les différents sondages d'opinion, mais pour Macron, ce n'est pas le problème « je ne suis pas là pour durer mais pour faire » déclare-t-il en bon exécutant. Et ce ne sont pas les forces politiques actuelles qui vont freiner Macron, elles sont toutes engagées dans la recherche d'une prochaine relève, d'une prochaine équipe pour poursuivre la politique actuelle. Les grenouillages politiques actuels n'ont qu'un seul but : construire une offre politique pour succéder à Macron sans rien changer. Les élections européennes et municipales à venir sont leur seule préoccupation. On le voit bien, tous les partis politiques actuels ne répondent en rien au changement de société nécessaire pour résoudre les problèmes actuels, satisfaire les besoins sociaux. C'est vrai d'un point de vue politique, mais qu'en est-il des forces sociales ?